

---

### **3 - LA TRANSITION VERS DES SOCIÉTÉS SOUTENABLES**

---

La mise en place de sociétés soutenables est impérative et urgente. Les êtres humains doivent imaginer et expérimenter, dès maintenant, les conditions permettant d'y parvenir. Dans le cas contraire, ils subiront tous à terme, et en premier lieu les plus pauvres, les pénuries et les récessions pouvant conduire à la barbarie.

Trois niveaux d'actions sont indispensables et indissociables pour mettre en place cette transition : le niveau individuel, car rien ne pourra être fait sans la prise de conscience et le changement graduel de comportement de chacun(e) ; le niveau des alternatives collectives qui contribuent dès aujourd'hui à la mise en œuvre de la transition ; le niveau des politiques publiques, car aucune transition ne sera possible sans la promulgation de lois et de réglementations nationales et internationales et l'exécution effective des lois et réglementations déjà existantes.

#### **3.1 - La décroissance, condition de la transition**

Pour parvenir à des sociétés soutenables, le dogme de la croissance du PIB devra être abandonné, tout comme l'objet marchand devra cesser d'être la référence absolue de la société. Partant du constat qu'il est illusoire de vouloir découpler la croissance économique de ses impacts sur la biosphère, les Amis de la Terre participent pleinement du mouvement pour la décroissance.

La décroissance, c'est d'abord la dé(-)croissance, c'est à dire la nécessité pour tout être humain de se libérer de l'imaginaire de la croissance. Il ne s'agit en rien de maintenir les plus pauvres dans la précarité, la décroissance matérielle des plus riches est au contraire indispensable à la convergence des économies, à la satisfaction des besoins vitaux de tous les humains et à l'équilibre des écosystèmes.

Les pays dits émergents s'engouffrent aujourd'hui à leur tour dans la course à la croissance, multipliant les risques de faire basculer la planète. C'est une raison supplémentaire pour que les pays "développés" changent de pratiques ainsi que le modèle qu'ils proposent comme exemple au monde, et s'engagent dans une convergence des économies.

### **3.2 - Démographie et mode de vie**

Les hommes sont-ils trop nombreux sur Terre pour pouvoir construire des sociétés soutenables ? A ce sujet, il est tout d'abord essentiel de rappeler que l'épuisement de la biodiversité et des ressources naturelles est dû à la surconsommation des plus riches à et aux méfaits du dogme de la croissance mondialisée, bien plus qu'à l'accroissement de la population. L'exemple de la surconsommation de viande est, de ce point de vue, très éclairant. Cela n'empêche pas que la viabilité de la vie sur Terre exige une stabilisation progressive de la population mondiale. Cette stabilisation est en cours et l'expérience montre qu'elle accompagne toujours la progression de l'éducation, en particulier des femmes, et des droits sociaux.

### **3.3 Relocaliser, un impératif écologique et social**

Une des conditions pour construire des sociétés soutenables est l'indispensable relocalisation des activités.

Cette relocalisation n'a rien à voir avec le repli sur soi, bien au contraire, elle va de pair avec l'échange et l'ouverture aux autres sociétés, avec la solidarité et la liberté de circulation des personnes. Relocaliser, c'est limiter l'impact écologique des transports et cesser la recherche et l'exploitation prédatrice de ressources dans des pays lointains. Il ne s'agit pas pour autant d'empêcher un commerce international équitable, qui est justifié du fait que certaines ressources sont inégalement réparties à la surface du globe.

Relocaliser, c'est fonder l'économie et les échanges sur des liens directs, indispensables à la confiance entre citoyens et collectivités, entre producteurs et consommateurs, plutôt que sur l'anonymat et la standardisation.

La relocalisation passe par des choix d'aménagement du territoire beaucoup plus équilibrés. Face au modèle de mise en concurrence

de quelques métropoles européennes et mondiales reliées entre elles par des grandes infrastructures (aéroports, autoroutes, lignes grande vitesse), les Amis de la Terre promeuvent les solidarités locales ville/campagne (priorité aux transports en commun régionaux, aux productions locales et à la création d'emplois sur tout le territoire...).

Outre les gains écologiques, les filières courtes et productions locales peuvent générer des centaines de milliers d'emplois, tout en limitant les risques d'anonymat, de bureaucratisation et de dépossession propres aux filières longues. L'énergie, les produits de l'agriculture et de l'industrie, notamment, doivent, pour l'essentiel, être produits et consommés localement, comme doivent être traités localement les déchets qui en résultent.

### **3.4 - Des propositions et des expériences locales multiples**

Partout dans le monde, la critique et la contestation du modèle dominant se renforcent et des solutions expérimentales pour une transition vers des sociétés soutenables se développent. Il est impossible de citer toutes les initiatives qui surgissent dans les domaines les plus divers : mouvement des Villes en transitions, de la simplicité volontaire, scénario négaWatt, associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), éco-villages, systèmes d'échanges locaux (SEL) et monnaies locales, banques éthiques, initiatives de financement solidaires, etc.

Leur développement démontre qu'il est possible de construire des alternatives au capitalisme et d'inventer de nouvelles façons de vivre ensemble. Les Amis de la Terre soutiennent résolument tous ces mouvements. Ils participent à leurs expériences et aux débats que leurs pratiques impliquent.

### **3.5 - La transition face aux pouvoirs publics et aux intérêts économiques et financiers**

La transition vers des sociétés soutenables ne peut s'appuyer sur une simple accumulation d'alternatives. Aussi nombreuses et innovantes soient elles, elles ne suffiront pas à changer les modes de production et d'échange dominants. Pour les ancrer dans la durée, pour éviter leur récupération commerciale ou pour qu'elles ne s'enfoncent pas dans des dérives marginales, il faut les adosser

à une réflexion politique sur le rapport au pouvoir. Des mesures d'envergure globale qui affirment la prépondérance de solutions politiques portées par les citoyens sur les pouvoirs économiques et financiers, sont indispensables pour permettre la transition.

L'Etat, aujourd'hui instrumentalisé par les puissances économiques, reste néanmoins le garant de la souveraineté des peuples et de leurs droits, de l'intérêt général contre les intérêts particuliers. En ce sens, nous agissons pour l'amener à jouer son rôle de régulateur pour mettre en place les conditions de la transition, en utilisant les outils qui les plus adaptés: la réglementation, la fiscalité écologique et équitable, le maintien et la maîtrise des services publics et notamment des réseaux d'énergie et de transports, l'éducation tournée vers la solidarité plutôt que l'individualisme.

### **3.6 - Pour un renouveau démocratique**

La concentration économique conduit à une fusion du pouvoir politique et du pouvoir économique. Elle est renforcée par le contrôle croissant des médias par les grandes entreprises. La limitation du pouvoir des acteurs économiques et le contrôle des pouvoirs étatiques ne pourront pas être mis en oeuvre sans des changements politiques de grande ampleur. En ce sens, la démocratie représentative telle qu'elle existe ne saurait suffire. Le cumul des mandats, les conflits d'intérêts et la concentration du pouvoir au sein d'une élite

sont autant de freins à un renouvellement du projet démocratique. La démocratie doit donc être profondément renouvelée.

Il faut inventer des formes de démocratie fédérales, relocalisées, participatives et directes, visant à une responsabilisation de l'ensemble des citoyens. Ces pouvoirs relocalisés se doteront de formes de coopération à toutes les échelles, locales, nationales et internationales, garantissant le respect de l'équité et la justice et d'un calendrier d'objectifs à atteindre grâce, notamment, à une planification décentralisée et démocratique. Dans ce cadre, de nouveaux indicateurs privilégiant les aspects écologiques et sociaux seront mis en place pour mesurer la progression vers la soutenabilité.

Les relations internationales doivent elles aussi être réinventées. Il s'agit de parvenir à une gouvernance au service de la solidarité

mondiale plutôt qu'à celui des intérêts commerciaux et financiers ou égoïstement nationalistes. La défense et l'extension des droits doivent être réaffirmées afin de créer une troisième génération de droits prenant intégralement en compte la dimension écologique, venant compléter la première génération de droits relative aux droits politiques et la deuxième qui détermine les droits sociaux.

Enfin, les Amis de la Terre soutiennent l'intervention démocratique des citoyens dans la détermination des politiques de recherche et dans les choix technologiques. Ils promeuvent la mise en place de politiques publiques qui développent la recherche fondamentale et la recherche orientée vers la satisfaction des besoins fondamentaux et proposent l'application du principe de précaution et de moratoires sur les recherches à risques.

### **3.7 - Repenser l'entreprise et l'économie**

Le capitalisme promeut une extension sans précédent de la propriété privée. Sa logique le conduit à pousser à l'extrême la concentration, aussi bien du foncier que des entreprises. Le communisme avait conduit à la même concentration. A l'époque cela c'était fait sous le contrôle exclusif de l'Etat. Mais les échecs humains et politiques du communisme ne doivent pas servir de prétexte pour masquer ceux du capitalisme et pour retarder son dépassement. Le capitalisme est non seulement incapable de prendre en compte les limites physiques de la planète, ce qui le discrédite pour résoudre de la crise écologique, mais il creuse toujours plus les inégalités sociales, ce qui le discrédite pour organiser un partage plus équitable des ressources.

Aujourd'hui, tout ceci est exacerbé par l'emprise des pouvoirs financiers dont le seul objectif est la maximisation immédiate du profit. Cette logique capitaliste n'a aucune place dans un monde soutenable. Afin d'éviter le contrôle du marché par des oligopoles privés, la concentration des grandes entreprises et des institutions financières (notamment les banques) doit être fortement limitée. Une régulation stricte des marchés, en premier lieu les marchés financiers, des investissements et du commerce est également impérative.

Face aux dérives actuelles allant jusqu'à l'appropriation du vivant, la propriété privée doit être réglementée selon les impératifs de

l'intérêt général. Les formes traditionnelles ou innovantes de droits d'usage et de propriété collective avec usufruit des utilisateurs doivent être encouragées.

Les Amis de la Terre soulignent cependant le potentiel des petites et moyennes entreprises locales. Ils soutiennent les formes alternatives d'entrepreneuriat qui expérimentent la collecte de fonds privés à des fins d'innovation et de création d'entreprises de proximité à taille humaine comme les Sociétés coopératives et participatives (SCOP) ou les organismes de finance solidaire. Ces structures rapprochent l'entrepreneur de ceux qui lui apportent leur concours financier et s'inscrivent totalement dans la transition vers des sociétés soutenables.

### **3.8 - Réduire les inégalités de revenus, repenser le travail et le rapport au temps**

Pour les Amis de la Terre, l'instauration d'un revenu minimum d'existence est essentielle. Ce revenu doit s'accompagner d'un droit renforcé à l'éducation, à la santé, au logement et à l'ensemble des services publics. Il consiste en une allocation de ressources versée sans conditions à tous les citoyens. Son montant doit être suffisant pour permettre à chacun l'autonomie sociale et financière dans une société basée sur le principe de sobriété. Il peut être versé sous la forme de monnaies locales, moyen essentiel pour permettre la relocalisation des activités.

Ce revenu inconditionnel remet en cause le monopole du travail contraint comme source de reconnaissance et d'intégration. Couplé à l'instauration d'un revenu maximum il resserre les écarts de revenus et les rend acceptables.

Dès lors que l'objectif n'est plus de croître matériellement, le rapport au temps peut être repensé. Le travail n'a plus à être concentré sur la vitesse d'exécution mais sur la qualité de l'ouvrage et les conditions de sa réalisation. Il peut être réparti harmonieusement et permettre une augmentation du temps libre. Ainsi, les êtres humains pourront se consacrer à une multitude d'activités porteuses de joies et de plaisirs. Ces activités ne réclamant que peu de moyens matériels donnent, très souvent, un sens à la vie, et sont aussi utiles socialement.

#### **4 - MOINS DE BIENS, PLUS DE LIENS**

La vraie richesse de l'être humain réside dans sa dimension sociale et spirituelle plutôt que dans l'accumulation de biens, d'autant plus qu'au-delà d'un certain seuil, la consommation ne permet pas d'être plus heureux mais répond surtout à une logique de reconnaissance sociale.

Les sociétés soutenables ne pourront pas être bâties sur la peur du chaos ou sur une volonté de revanche de ceux qui ont le plus soufferts contre ceux qui ont trop. Leur construction doit s'appuyer sur la raison qui nous invite à prendre conscience de la nécessité de ne pas dépasser nos limites et nous dit que la soutenabilité est désirable.

Les sociétés soutenables ne sont pas synonyme de retour à la pauvreté généralisée et de régression, bien au contraire. Les innovations et les réalisations personnelles y sont encouragées dès lors qu'elles contribuent à l'intérêt général.

Les sociétés soutenables doivent permettre l'expression de la solidarité, de la générosité, de l'honnêteté. Ces valeurs éthiques sont les socles de la cohésion et de l'harmonie sociale. Elles sont indispensables pour faire face aux éventuelles épreuves que ces sociétés peuvent rencontrer. Soutenables sur le plan quantitatif, conviviales entre leurs membres, solidaires avec les autres sociétés, respectueuses de la biosphère et de tous les habitants de la planète, ce sont les propriétés des sociétés que les Amis de la Terre désirent.